

La Fonction publique fera les frais des coupes budgétaires



La rentrée approchant, l'heure est aux arbitrages financiers pour l'exécutif.

Dans une interview accordée au JDD, le premier ministre Edouard Philippe livre la feuille de route du gouvernement en la matière et annonce une série de mesures qui entreront en vigueur au cours de l'année 2019.

Ainsi, le gouvernement prévoit la suppression d'environ 4500 postes dans la fonction publique d'Etat en 2019, et le chiffre sera *"supérieur à 10.000 en 2020"*, promet Edouard Philippe. *"Pour la fonction publique d'État, nous tiendrons l'objectif du président de la République de supprimer 50.000 postes à l'horizon 2022"*, poursuit-il, précisant que des postes seront néanmoins créés dans les secteurs qui le nécessitent. *"Plus 2.000 agents supplémentaires dans la police, la gendarmerie et à la DGSI, 1.300 à la justice – parce qu'il s'agit de priorités"*, annonce-t-il.

"Notre méthode privilégie une transformation de l'action publique en profondeur et le développement du numérique, des économies à long terme et une amélioration du service public. La réduction du nombre de fonctionnaires n'est pas le fondement mais la conséquence d'une transformation de l'action publique qui monte en puissance au fil du temps", fait-il valoir.

Selon le premier ministre, ces arbitrages ont été rendus dans un contexte où la croissance est moins forte que prévue. *"Quand nous avons élaboré le budget de l'an dernier, nous tablions sur 1,7 % pour 2018 et 2019. On nous a critiqués parce que nous étions trop prudents! Aujourd'hui,*

on revient à ce chiffre. Comme quoi, les prédictions c'est important, mais ce qui compte, c'est la politique qui est menée. Nous gardons le cap et nous maintenons le rythme", précise le locataire de Matignon.

[Retrouvez cet article sur le Huffington Post](#)

Source: Yahoo actualités